



## Déclaration liminaire - CDEN du 9 octobre 2020

Monsieur le Préfet,  
Madame la Vice-présidente du département,  
Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Nous ouvrirons notre déclaration en évoquant le dialogue social au sein de notre ministère en général, et de notre département en particulier. Ce n'est pas un sujet nouveau dans les déclarations de l'UNSA Education. Nous avons fait preuve d'adaptabilité dans le contexte de la crise sanitaire, mais la façon dont se déroulent les choses nous met en colère et en difficulté. L'instance de ce jour en est un exemple criant parmi d'autres : modification de l'ordre du jour à 20h la veille de l'instance, et quelle modification ! Supprimer le point sur la carte scolaire de rentrée dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés, ne pas entériner le travail qui a été débattu en CTSD, ne pas respecter les délais légaux, ne laisser aucune possibilité aux organisations syndicales d'adresser de nouvelles questions diverses, alors même que ce mercredi s'est tenu devant l'inspection académique un rassemblement sur les problèmes d'effectifs en écoles et en collèges ! C'est un signal négatif très fort envoyé aux personnels, et aux représentants que nous sommes. Nous avons bien compris qu'aujourd'hui, Mme l'Inspectrice d'académie ne pourrait nous répondre, mais nous le lui demandons très ouvertement : quel crédit apportez-vous au dialogue social, et quelles ambitions avez-vous en termes de gestion des ressources humaines de vos personnels ?

Sur le terrain, la tension est extrême et prête à exploser à tout moment. Dans plusieurs collèges, les divisions sont surchargées, dépassant allègrement les 30 élèves, les moyens humains ne sont pas là, les AESH manquent à l'appel, les heures d'AED diminuent alors que le protocole sanitaire impose une surveillance accrue et un brassage limité, les postes administratifs sont supprimés le plus discrètement possible et une incertitude particulièrement anxiogène plane sur leur avenir avec la restructuration des services, les heures de FLE ne sont données qu'au compte-goutte sans aucune véritable perspective, les référents TICE, malgré leur implication pendant la période de confinement montrant leur présence indispensable dans les établissements, n'ont plus de décharge horaire et une rémunération très limitée, les heures fléchées disparaissent progressivement et mettent en péril les sections sportives et autres... Dans les écoles, la situation n'est pas reluisante non plus : les directeurs croulent sous les tâches à effectuer toujours plus nombreuses et les injonctions à prendre en compte de la veille pour le lendemain, aucun allègement n'est en vue et leurs conditions de travail continuent à se dégrader dangereusement. Deux suicides de directrices à un an d'intervalle ne devraient-ils pas alerter sérieusement l'administration ? Notons aussi un service de remplacement déjà tendu, des ouvertures de

classe nécessaires ne se faisant pas... Nous déplorons également l'absence de créations de postes chez les PsyEN, dans les RASED comme chez les personnels santé-sociaux alors que la crise sanitaire a mis encore davantage en évidence les besoins criants de ces professionnels dans nos établissements.

Alors que des comités scientifiques viennent de publier que 36 % des clusters se situent dans les collèges, lycées et universités, preuve irréfutable que les jeunes sont et ont toujours été vecteurs de transmission du virus qu'ils soient asymptomatiques ou symptomatiques, les agents du service public continuent à assurer mais surtout à combler le manque criant de moyens. Nous saluons leurs actions quotidiennes, leur dévouement, ils ont su faire preuve d'un professionnalisme exemplaire. Les personnels de l'Education Nationale sont en première ligne qu'on le veuille ou non.

Alors qu'il faudrait inverser la vapeur en diminuant les effectifs des groupes aussi bien pour des questions de sécurité sanitaire que d'efficacité pédagogique, les moyens ne sont toujours pas à la hauteur. Face à un climat scolaire qui se dégrade continuellement, à des relations conflictuelles voire violentes de plus en plus fréquentes et à la défiance grandissante de la société envers les personnels, il est grand temps de mener une réflexion globale qui arrête de culpabiliser les enseignants, et permette de rétablir plus de respect et de sérénité dans nos établissements. Cette charge ne doit pas incomber seulement aux collectivités territoriales, l'Etat doit assumer sa part et respecter l'équité sur tout le territoire. La décentralisation ne doit pas être synonyme de désengagement de l'Etat. Gouverner, c'est faire des choix, et aujourd'hui, le choix n'est pas celui de privilégier l'éducation, contrairement à des pays voisins qui investissent et mettent les moyens sur la table pour leur jeunesse.

Nous ne sommes pas dupes, les chiffres et les quotas fixés ne sont là que pour faire des économies d'heures et de postes, même s'ils sont présentés avec une rhétorique attrayante à grand renfort médiatique. Clairement, le ministère n'a aucun plan sur le moyen terme. Il navigue à vue au gré des échéances électorales. Ce qui ne peut que discréditer une fois de plus la profession.

Les personnels sont en souffrance et attendent de vraies améliorations de leurs conditions de travail. Ce ne sont pas les quelques annonces sur une éventuelle revalorisation, ne concernant que certaines catégories de personnels et sans aucune perspective de montée en charge sur plusieurs années, qui répondront au malaise qui s'est installé dans les différents métiers de l'Education nationale.

Merci de votre attention.

Magali LAURENT  
Carine PALHOL-LAFAYE